

SPÉCIAL CONGRÈS

□ Résolution de politique internationale

Le Ve Congrès du P.S.U. conscient de l'importance déterminante de la politique internationale se doit, dans le contexte actuel, dominé par une violente offensive de l'impérialisme sous toutes ses formes, de proposer des formes d'action qui correspondent aux exigences de la situation. La lutte doit se développer entre autres sur les aspects suivants :

1° *Contre l'impérialisme américain.* — La politique du gouvernement des Etats-Unis, appuyée par de gigantesques moyens constitue sur tous les points du globe et sous des formes variables l'obstacle principal auquel se heurtent toutes les expériences des mouvements socialistes ou simplement progressistes. Face à cet adversaire commun il n'est que temps de coordonner les moyens de défense et de contre-offensive. Il faut que s'affirme la solidarité des travailleurs faute de quoi une série de graves défaites menace les forces socialistes isolées.

2° *Contre le néo-colonialisme* qui dans les pays du Tiers-Monde cherche de plus en plus sous le couvert d'indépendance formelle de contrôler l'économie de ces pays.

Le gaullisme en est une des formes les plus marquantes. Sous prétexte de coopération il cherche à étendre son emprise sur la vie économique et sociale des pays de l'ancien empire français.

1. *Le Vietnam*

La guerre du Vietnam constitue aujourd'hui l'affrontement principal entre l'impérialisme américain et les peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale. La victoire du peuple vietnamien c'est-à-dire le retour à une paix qui garantisse les droits fondamentaux du Vietnam à l'indépendance et à l'unité envisagées par les accords de Genève démontrerait qu'il est possible de résister victorieusement à l'agression impérialiste. Ce serait une aide inestimable à tous les peuples qui subissent les attaques impérialistes.

C'est le renforcement international de l'im-

périalisme américain qui a entraîné à développer son agression contre le Vietnam Nord et Sud mais la poursuite de l'escalade traduit aussi sur le terrain l'incapacité des forces américaines à battre les combattants du F.N.L. et les défenseurs de la R.D.V.

C'est pourquoi le peuple vietnamien peut légitimement attendre du peuple français le soutien à une solution qui respecterait le droit fondamental du peuple vietnamien à l'unité nationale conformément aux bases de règlement du conflit affirmé par la déclaration en quatre points du gouvernement de Hanoï et celle en 5 points du F.N.L. du Vietnam du Sud.

Ce soutien contribuera à mettre en échec l'intervention militaire américaine en affirmant que la conduite de la lutte libératrice appartient aux Vietnamiens eux-mêmes.

Conscient qu'à chaque étape de l'escalade doit répondre une contre-escalade politique des forces anti-impérialistes le P.S.U. s'efforcera de développer l'action nécessaire pour que des couches de plus en plus larges de la population comprennent l'enjeu de la guerre.

Il s'engagera en particulier dans une campagne pour que le gouvernement français reconnaisse pleinement le gouvernement de la R.D.V. et multipliera ses interventions pour montrer que le soutien politique au peuple vietnamien s'inscrit dans notre lutte générale contre l'impérialisme et ses manifestations en Europe.

Il appelle ses militants à rejoindre et à soutenir le comité Vietnam national, en collaborant avec tous ses mouvements qui luttent contre l'agression américaine.

Il souhaite que s'établisse une coordination permanente de toutes les forces solidaires de la lutte du peuple vietnamien dont la référence commune devrait être le soutien aux positions défendues actuellement par les Vietnamiens. Il proposera des actions communes avec les organisations politiques sociales des autres pays, notamment en Europe et s'efforcera de développer la solidarité avec les progressistes américains qui manifestent leur hostilité à la politique du gouvernement Johnson.



Georges GONTCHAROFF
(Bureau National)

2 — Amérique Latine

Depuis la victoire de la révolution cubaine une situation nouvelle s'est développée en Amérique Latine. Les masses paysannes, les travailleurs des zones de mono-production commencent à croire qu'il est possible de sortir de leur misère et jugent de plus en plus le pouvoir d'oligarchies rétrogrades.

Face à ce mouvement d'ampleur croissante les dirigeants américains réagissent avec brutalité et renoncent même aux couvertures « démocratiques » de leur domination. Ils fomentent des coups d'état, envoient leurs forces spéciales contre les guérillas du Guatemala, de Bolivie, du Pérou, de Colombie et du Venezuela et forment en grand nombre des spécialistes de la guerre subversive.

Le devoir d'un parti internationaliste comme le P.S.U. est de manifester clairement sa solidarité avec les mouvements de libération nationale et sociale qui se font jour dans cette partie du monde. Il apporte en toute clarté son soutien à Cuba révolutionnaire, conscient qu'elle est menacée en permanence en raison de son rôle de foyer anti-impérialiste.

3 — Tiers-Monde

Le P.S.U. n'a cessé de dénoncer l'exploitation coloniale de types nouveaux plus divers et moins ouvertement affichés qu'auparavant, dont les pays du Tiers-Monde sont les victimes sans cesse appauvries. Il renforcera sa solidarité avec toutes les forces progressistes pour réaliser les conditions d'indépendance politique et de coopération économique qui peuvent seules s'opposer au sous-développement :



Pierre NOEL
(C.P.N.)

— dénonciation des nouvelles couches dirigeantes du Tiers-Monde alliées aux exploiters néo-colonialistes ;

— action contre les politiques d'aide liées à des clauses de subordination économique ou de dépendance politique ;

— lutte pour une transformation des conditions financières économiques et politiques des échanges entre pays développés et sous-développés (stabilisation du cours des matières premières, etc.).

Le P.S.U. entreprendra une campagne d'explications pour éclairer une opinion populaire souvent intoxiquée par le cartiérisme, ou abusée sur le sens de la coopération de style gaulliste dont la générosité apparente masque les aspects néo-colonialistes.

Il organisera les nombreux militants qui travaillent dans ce domaine pour améliorer les conditions de formation et le statut professionnel des agents de la coopération.

4. — Antilles

Aucune oppression ne pourra résoudre la profonde crise politique et économique qui est liée à l'échec de la départementalisation des Antilles. Un chantage à l'assistance économique ne doit pas priver les Guadeloupéens et les Martiniquais de leurs droits à l'autodétermination.

Le P.S.U. dénonce le recours à la force policière à la Guadeloupe qui montre à quel point l'état gaulliste continua à être rongé en dépit des déclarations officielles par les mœurs colonialistes.

5. — L'Europe

Le P.S.U. a défini à plusieurs reprises sa position en faveur d'une Europe démocratique et socialiste, indépendante à l'égard des U.S.A. et opposée à leur tentative de maintien du statu-quo économique et social à l'échelle mondiale.

Il a dit son hostilité « à la petite Europe des Six » parce que celle-ci est dominée par une technocratie alliée aux groupes capitalistes internationaux et parce qu'elle est conçue politiquement comme un instrument de pression sur les pays d'Europe de l'Est.

Il a également maintes fois souligné que la communauté économique européenne des 6 pays essayait de contrôler par des moyens divers (association, etc.) le développement économique des pays de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce) pour la maintenir dans sa situation de dépendance, même s'il faut pour cela tolérer, voir favoriser des régimes autoritaires et fascistes.

A cette réalité le P.S.U. n'entend pas opposer le retour en arrière, c'est-à-dire le retour aux cloisonnements nationaux. Il entend au contraire affirmer sa volonté de lutter tant dans le cadre du Marché commun que dans le cadre de l'Europe tout entière pour un rassemblement de toutes les forces socialistes opposées au néo-capitalisme européen. Il préconise la mise au point à l'échelle européenne d'un programme de transition vers le socialisme qui préciserait les modalités de la coordination syndicale et les réformes de structures anti-capitalistes susceptibles d'ouvrir la voie à une Europe socialiste, de l'Ouest à l'Est.

Dans le cadre d'une orientation générale de neutralisme positif et de désengagement il multipliera les efforts pour que se développe, en Europe occidentale, une campagne systématique contre le renouvellement du Pacte Atlantique (1969) ainsi qu'une campagne pour la reconnaissance de la R.D.A., premier pas vers une politique socialiste de réunification de l'Allemagne. □

MOTION SUR REGIS DEBRAY

Le Vè Congrès du PSU proteste avec vigueur contre la détention arbitraire de Régis Debray.

Il demande instamment que toute lumière soit faite sur les conditions de sa détention arbitraire.

Il appelle ses militants à élargir et à renforcer l'action pour sa libération

MOTION SUR LA GRÈCE

Le Vè Congrès du PSU salue l'action des socialistes et des démocrates grecs qui organisent malgré l'oppression policière la résistance à la clique Patakos.

Il appelle tous les militants à protester contre les formes les plus diverses contre la poursuite des arrestations, contre les conditions inqualifiables faites aux détenus politiques

□ Résolution sur le conflit du Moyen-Orient

Le P.S.U. ne peut se contenter d'une résolution de pure forme, exprimant le vœu pieux d'une solution pacifique et négociée. Il a le devoir d'éclairer l'opinion publique et ses propres militants, par delà les réactions passionnelles du moment, en apportant des jugements et des propositions objectives à la fois sur le fond du problème, sur les conditions de son dépassement ultérieur et sur les modalités pratiques valables pour le présent. C'est ainsi seulement que nous pourrons éviter à l'avenir la multiplication regrettable des déclarations individuelles contradictoires et le plus souvent excessives.

Notre position générale de principe est que

le règlement global de tous les problèmes en suspens dans le Moyen-Orient ne peut reposer que sur la reconnaissance simultanée des droits et des aspirations nationales du peuple Israélien et du peuple Arabe de Palestine, sur l'indépendance des Etats du Moyen-Orient, sur le développement des forces socialistes et l'éviction des intérêts impérialistes étrangers dans ces Etats.

Les conditions dans lesquelles s'est créé l'Etat d'Israël en 1947, aggravées par la politique des dirigeants Israéliens et en particulier par les agressions simultanées israéliennes et franco-britanniques de 1956 contre l'Egypte, après la nationalisation du canal de Suez, ont



Henri LECLERC
(C.P.N.)



Gérard DENECKER
(C.P.N.)

amené les milieux arabes, y compris les plus progressistes, à considérer le nouvel Etat comme un fait colonial, constituant à leurs yeux une enclave de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient. L'Etat d'Israël, de son côté, dont les voisins refusaient de reconnaître l'existence de droit, recherchaient une garantie de sa sécurité dans les alliances extérieures et dans la division des forces arabes.

Un tel climat de suspicion réciproque a créé des conditions particulièrement favorables au développement des intrigues impérialistes au Moyen-Orient. Toute proposition pour l'ouverture d'une discussion sur l'ensemble des problèmes et notamment sur la question des réfugiés palestiniens, ne pouvait que se heurter dans ces conditions à l'inévitable surenchère entre les Etats féodaux arabes, comme la Jordanie et l'Arabie Séoudite, soutenus et armés par l'Angleterre et par les Etats-Unis, et les Etats comme l'Egypte et la Syrie, où des gouvernements d'orientation progressiste s'efforçaient de transformer les structures sociales et d'arracher leur pays au sous-développement.

Ainsi, tandis que le poids des dépenses militaires pesait lourdement, de part et d'autre, sur les réalisations économiques et sociales, la politique de préparation à la guerre renforçait dans les deux camps les courants les plus réactionnaires, nationalistes et religieux. Elle se traduisait en Israël par un déclin du secteur économique socialiste et par une extension de la mainmise capitaliste sur l'économie nationale. Elle constituait dans les pays arabes un obstacle à l'élimination du féodalisme. Elle aggravait enfin la dépendance des uns et des autres par rapport à leurs protecteurs étrangers.

*

**

Les événements de ces derniers jours

n'ont évidemment contribué en rien à la solution de ces problèmes.

En proclamant leur volonté de détruire Israël, les dirigeants arabes ont donné à l'opinion israélienne et mondiale le sentiment d'une menace immédiate, non seulement contre les structures institutionnelles de l'Etat israélien mais aussi contre sa population tout entière,

Même si cela faisait suite à d'incessantes incursions armées feyadines sur son territoire, en adressant des menaces à la Syrie au moment où le gouvernement syrien entraînait en conflit avec les C° pétrolières anglo-américaines, le gouvernement d'Israël a renouvelé sa politique de 1956. La mobilisation des forces armées de part et d'autre de la frontière, le retrait des casques bleus, la fermeture du golfe d'Akaba devaient alors conduire à un climat de tension propice aux exagérations nationalistes et à l'union sacrée derrière les éléments les plus activistes et les plus réactionnaires.

L'offensive d'Israël contre les pays arabes et l'occupation ou l'annexion de territoires ne constituent cependant en aucune manière une garantie de sécurité pour le peuple israélien. La poursuite des hostilités entre Israël et la Syrie a fait apparaître plus particulièrement la convergence de la politique du gouvernement israélien et des intérêts impérialistes au Moyen-Orient. Elle a renforcé le ressentiment des peuples arabes. La victoire des armées israéliennes est la victoire d'un pays économiquement avancé, situé au Moyen-Orient mais appartenant à l'Europe, contre des pays sous-développés du Tiers-Monde. Elle a été ressentie comme telle par de nombreux peuples en lutte pour leur libération.

Elle contribue à l'isolement mondial d'Israël et met gravement en cause l'avenir de son peuple.

La véritable sécurité pour le peuple israélien ne peut résulter que de l'abandon de cette politique et de son insertion dans la réalité du Moyen-Orient, condition de sa reconnaissance par les Etats Arabes et de son développement pacifique normal.

*
* *

En attendant que soient réunies les conditions d'une véritable collaboration des forces de progrès en Israël et dans le monde arabe, contre l'ennemi impérialiste commun, il importe que soient prises les mesures conservatoires nécessaires pour amorcer un apaisement et pour empêcher le renouvellement du conflit :

— Israël doit renouveler solennellement les engagements formulés par le gouvernement israélien avant le conflit, et s'interdire tout expansionnisme, toute annexion d'une partie quelconque du territoire arabe, quels qu'en soient les prétextes économiques, militaires ou religieux ;

— les forces armées israéliennes doivent se retirer à l'intérieur de leur territoire, ce qui suppose réciproquement la garantie des frontières israéliennes par l'envoi d'une force de sécurité internationale de part et d'autre de cette ligne ou par tout autre moyen ;

— la discussion doit s'engager entre l'Etat d'Israël d'une part, l'ensemble des pays arabes et les représentants du peuple arabe de Palestine d'autre part, éventuellement sous l'égide des Nations-Unies ou par tout autre intermédiaire en vue de régler simultanément :

— les problèmes posés par la reconnaissance de l'Etat d'Israël et par la définition actuelle de la nationalité israélienne reposant sur une conception théocratique de l'Etat ;

— le problème des réfugiés arabes de Palestine et des réfugiés juifs d'Orient et d'Afrique du Nord ;

— le problème du droit des minorités arabes en Israël et des minorités juives en Afrique du Nord et en Orient ;

— le problème d'un développement régional coordonné, financé par l'ensemble des Nations-Unies, en dehors de toute ingérence impérialiste, et comportant en particulier l'utilisation des voies navigables et des ressources hydrauliques.

Nous pensons que de telles mesures sont seules capables d'assurer dans l'immédiat le rétablissement de la paix et de permettre la mise au point d'une solution durable.

Ainsi pourraient être réalisées les conditions d'un dépassement des antagonismes nationaux, raciaux et religieux qui contribuent aujourd'hui à obscurcir le véritable conflit d'intérêts qui n'oppose pas le peuple arabe et le peuple israélien, mais les travailleurs israéliens et les travailleurs arabes aux intérêts impérialistes mondiaux. Ainsi pourrait s'ouvrir la perspective d'une vaste confédération socialiste du Moyen-Orient, dans laquelle disparaîtraient inévitablement des séparations fondées sur l'origine ethnique ou l'appartenance religieuse, ainsi que les inégalités de développement économique et social qui constituent aujourd'hui le fondement matériel du conflit.

*
* *

Cependant, cette évolution à long terme ne sera possible que si l'on trouve aujourd'hui les conditions permettant d'assurer pour l'instant la coexistence israélo-arabe au Moyen-Orient. Le P.S.U. doit y contribuer, pour sa part, en liaison avec tous les partis et les courants socialistes de gauche, avec les socialistes arabes et israéliens, pour la recherche commune de solutions conformes aux intérêts de tous les peuples en cause. Le congrès demande à la direction nationale du Parti de prendre ou de poursuivre tous les contacts utiles à cet effet et de constituer au sein de la commission internationale du Parti une sous-commission spécialisée chargée des problèmes du Moyen-Orient. □